

Droit communautaire des sociétés

Délocalisation et fiscalité: la condamnation par la Cour de justice de la règle fiscale française de taxation immédiate des plus-values latentes,
CJCE 11 mars 2004, note Gilbert Parleani 695

Droit fiscal des sociétés

Le dispositif français de lutte contre le risque de sous-capitalisation et la liberté d'établissement dans la Communauté européenne,
CE 30 décembre 2003, note Olivier Fouquet 707

Redressement judiciaire

Action en comblement de passif à l'encontre d'un dirigeant étranger et appel en garantie d'un autre dirigeant,
Cass. com. 5 mai 2004, note Pierre-Michel Le Corre 715

Droit pénal des sociétés

L'abus de biens sociaux par abstention?,
Cass. crim. 28 janvier 2004, note Bernard Bouloc 722

SOMMAIRES DE JURISPRUDENCE 731

Sociétés en général - Cession de droits sociaux - Contestations - Contestation relatives aux sociétés commerciales - Tribunal compétent - Tribunal de commerce - Code de l'organisation judiciaire, art. L. 411-4, CA Versailles 13 mai 2004 731

Sociétés en général - Apports - Non-libération - Société à responsabilité limitée - Transformation en entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée (non),
CA Paris 10 mars 2004 733

Sociétés en général - Cession de droits sociaux - Pourparlers - Rupture abusive - Réparation - Préjudice - Perte d'une chance de conclure (oui),
CA Versailles 18 mars 2004 734

Sociétés en général - Dissolution - Dissolution judiciaire pour justes motifs - Établissement des comptes - Condition préalable à la demande - Validité (non),
CA Paris 12 septembre 2003 735

LÉGISLATION ET RÉGLEMENTATION 737

RÉPONSES MINISTÉRIELLES 755

BIBLIOGRAPHIE 761



Le pictogramme qui figure ci-contre mérite une explication. Son objet est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit, particulièrement dans le domaine de l'édition technique et universitaire, le développement massif du photocopillage.

Le code de la propriété intellectuelle du 1^{er} juillet 1992 interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Or, cette pratique s'est généralisée dans les établissements d'enseignement supérieur, provoquant une baisse brutale des achats de livres et de revues, au point que la possibilité même pour les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement est aujourd'hui menacée.

Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, de la présente publication est interdite sans autorisation de l'auteur, de son éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris).

Éditions Dalloz

31-35, rue Froidevaux, 75685 Paris CEDEX 14

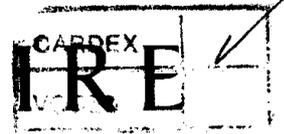
Le code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2^o et 3^o a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

400282



N° 3/2004



DOCTRINE

	461
Présentation générale de l'ordonnance portant réforme du régime des valeurs mobilières émises par les sociétés par actions, par Philippe Bissara	461
Les techniques d'émission	
Les émissions sans droit préférentiel de souscription, par Jean-Jacques Daigre	479
Les augmentations de capital réalisées avec maintien du droit préférentiel de souscription, par Hervé Le Nabasque	491
Les émissions réservées, par Laurent Faugérolas et Stéphane Sabatier	515
Le volume des augmentations de capital, par Benoît Le Bars	531
Les pouvoirs financiers	
Les nouveaux pouvoirs financiers des organes de direction, par Jean-Pierre Mattout	543
Le rôle des commissaires aux comptes, par Thierry Granier	557
La protection des porteurs, par Paul Le Cannu	567
Le renouvellement des titres	
Le nouveau droit commun des valeurs mobilières donnant accès au capital, par Bernard Grelon	579
Les actions de préférence, par Michel Germain	597
Le nouveau droit des clauses d'agrément, par Bernard Saintourens	611
Le transfert de propriété des valeurs mobilières: une réforme inachevée, par Frédéric Nizard	619
Rachat d'actions et actions rachetables, par Renaud Mortier	639
Les titres en voie d'extinction et le droit transitoire, par Bernard Saintourens ...	659

JURISPRUDENCE COMMENTÉE

669

Sociétés en général

Des sociétés contrôlées par une même personne physique peuvent former un groupe échappant au monopole bancaire pour les opérations de trésorerie internes, Cass. com. 10 décembre 2003, note Jean-Jacques Daigre

669

Sociétés en nom collectif

La révocation du gérant statutaire associé de SNC décidée lors d'une première assemblée entraîne la dissolution de la société malgré la continuation votée lors d'une seconde assemblée,

Cass. com. 26 novembre 2003, note Marie-Hélène de Laender

675

Sociétés civiles

Obligation des associés au passif: limites à l'exigence de préalables et vaines poursuites contre la société,

Cass. 3^e civ. 31 mars 2004, note Jean-François Barbiéri

684

Sociétés coopératives

Le cumul de la fonction de président du conseil d'administration d'une SCOP avec un contrat de travail conclu postérieurement à l'entrée en fonction,

Cass. soc. 28 janvier 2004, note Bernard Saintourens

687

Sociétés civiles professionnelles

Répartition des bénéfices au sein d'une société civile professionnelle,

Cass. 1^{re} civ. 2 mars 2004, note Yves Chartier

692

Biblioteca de la	
de la Corte Suprema	
Nº de Orden	120751
Ubicación	2-84

Revue des Sociétés

Juillet / Septembre
2004
n° 3

CHRONIQUE
Commentaire
de l'ordonnance
n° 2004-604
du 21 juin 2004
relatif à la réforme
du régime
des valeurs mobilières

JURISPRUDENCE

◆ Sociétés en nom collectif
Révocation du gérant statutaire
associé d'une SNC
p. 675

◆ Sociétés civiles
Obligation des associés
au passif
p. 684

◆ Sociétés civiles professionnelles
Répartition des bénéfices
au sein d'une société civile
professionnelle
p. 692

◆ Droit communautaire des sociétés
Taxation immédiate
des plus-values latentes
et liberté d'établissement
p. 695

◆ Droit fiscal des sociétés
Sous-capitalisation
et liberté d'établissement
p. 707

◆ Droit pénal des sociétés
L'abus de biens sociaux
par abstention?
p. 722